

Synopsis du livre

Les Armées Secrètes de l'OTAN

de Daniele Ganser

Chapitre 1 : Un attentat terroriste en Italie

Ce chapitre retrace la découverte en Italie de l'existence de l'armée secrète *stay-behind* Gladio. Il prend pour point de départ l'attentat terroriste perpétré à Peteano le 31 mai 1972. Peu après les faits, un coup de téléphone anonyme avait revendiqué l'attaque au nom des Brigades Rouges, persuadant les Italiens de la culpabilité de l'extrême gauche. Mais après avoir découvert les preuves d'une vaste manipulation, le juge Felice Casson décida en 1984 de réouvrir l'enquête. Ce chapitre décrit comment ses investigations ont mis le magistrat italien sur la piste d'un réseau secret *stay-behind* Gladio dissimulé au sein même des services secrets militaires et comment cette organisation recruta l'activiste d'extrême droite Vincenzo Vinciguerra qui avoua plus tard sa responsabilité dans l'attentat de Peteano. Ce chapitre relate le débat public qui divisa le pays suite aux révélations de Vinciguerra sur la « stratégie de la tension » à laquelle avaient eu recours certains membres des armées secrètes *stay-behind* et des services de renseignement militaires afin de conditionner l'opinion publique par des actes de terrorisme. Les armées secrètes fournissaient aux terroristes d'extrême droite des explosifs grâce auxquels ceux-ci semaient la terreur parmi la population italienne au moyen d'attentats, lesquels étaient ensuite portés au crédit du parti communiste et de la gauche en général dans le but de discréditer l'opposition politique. « Derrière les terroristes, de nombreuses personnes agissaient dans l'ombre, des gens appartenant ou collaborant à l'appareil sécuritaire », témoigna Vinciguerra. Dans toute l'Europe de l'Ouest, des organisations d'extrême droite « étaient mobilisées dans le cadre d'une stratégie anticommuniste émanant, non pas de groupuscules gravitant dans les sphères du pouvoir mais bel et bien du pouvoir lui-même, et s'inscrivant notamment dans le cadre des relations de l'État en question avec l'Alliance Atlantique. »

Chapitre 2 : Un scandale frappe l'Europe de l'Ouest

Ce chapitre décrit comment les démocraties d'Europe occidentale réagirent en 1990 aux révélations de l'existence d'armées secrètes *stay-behind* sur leurs territoires respectifs. Il explique que seuls trois États - l'Italie, la Belgique et la Suisse - commandèrent une enquête parlementaire sur leurs armées secrètes, enquête qui déboucha sur la présentation d'un rapport public, tandis que tous les autres choisissaient de traiter la question à huis clos. Ce chapitre rapporte la réaction de la presse européenne, le quotidien britannique *The Observer* parlant notamment du « secret politico-militaire le mieux gardé et le plus néfaste depuis la seconde guerre mondiale ». Il relate également comment le Parlement de l'Union Européenne aborda la question le 22 novembre 1990, par la voix notamment de l'eurodéputé italien Falqui : « M. le Président, Mesdames et Messieurs, une exigence morale et politique s'impose à la nouvelle Europe que nous construisons petit à petit. Cette Europe ne pourra survivre qu'à la condition de reposer sur la vérité et sur la parfaite transparence de ses institutions vis-à-vis des sombres intrigues tramées contre la démocratie qui ont marqué l'histoire, y compris récente, des nombreux pays européens. Il n'y aura aucun avenir, Mesdames et Messieurs, si nous ne dissipons pas ce sentiment d'avoir vécu dans ce que l'on pourrait appeler un État double, l'un ouvert et démocratique, l'autre clandestin et réactionnaire. C'est pourquoi nous devons connaître la nature et le nombre de ces réseaux "Gladio" qu'ont abrités ces dernières années les États membres de la Communauté Européenne. »

Chapitre 3 : Le silence de l'OTAN, de la CIA et du MI6

Ce chapitre relate la réaction de l'OTAN, de la CIA et du MI6 à la révélation de l'existence des armées secrètes *stay-behind*. Il décrit le comportement défensif et parfois incohérent adopté par l'OTAN, notamment lorsque son porte-parole Jean Marcotta intervint le 5 novembre 1990 depuis le quartier général du SHAPE situé à Mons, en Belgique, pour démentir toute implication de l'Alliance dans des opérations clandestines avant d'être lui-même démenti le lendemain par un autre porte-parole de l'OTAN, lequel ajouta que celle-ci se refusait à tout commentaire sur les questions relevant du secret militaire. Sur quoi, les représentants des différents pays membres de l'Alliance furent briefés à huis clos le 7 novembre par le secrétaire général Manfred Wörner et par le SACEUR, le commandant suprême des forces alliées, le général John Galvin de l'armée des États-Unis. L'auteur raconte également comment les requêtes qu'il déposa dans le but d'obtenir plus d'informations sur les centres de commandement *stay-behind* de l'OTAN, le CPC et l'ACC, furent systématiquement rejetées. Il explique aussi comment, dans le même temps, des données spécifiques relatives au CPC et à l'ACC refirent surface en Italie. Le général Gerardo Serravalle, qui commanda l'armée secrète Gladio de 1971 à 1974, et le général Paolo Inzerilli, qui lui succéda jusqu'en 1986, confirmèrent dans leurs ouvrages respectifs consacrés au sujet que l'ACC et le CPC avaient été fondés sur ordre exprès du SHAPE, le quartier général des puissances alliées de l'OTAN.

Ce chapitre relate aussi comment le service de renseignement extérieur américain, la CIA (Central Intelligence Agency) a, d'une certaine manière, à la fois commenté et refusé de s'exprimer sur ses armées *stay-behind* en Europe de l'Ouest. Dans son livre intitulé *Honorable Men [Des hommes d'honneur]*, William Colby, directeur de l'Agence de 1973 à 1976, explique que la branche chargée des opérations spéciales au sein de la CIA, le Bureau de Coordination Politique (Office of Policy Coordination, OPC), lança au lendemain de la seconde guerre mondiale « dans tous les pays susceptibles de subir une invasion soviétique un vaste programme de construction de ce que l'on appelle dans le milieu du renseignement des “ réseaux *stay-behind* “, c'est-à-dire des structures clandestines composées d'hommes entraînés et équipés pour se livrer à des actes de sabotage et d'espionnage le moment venu ». Lors d'une interview accordée en décembre 1990 à la télévision italienne, l'amiral Stansfield Turner, à la tête de la Centrale de 1977 à 1981, refusa catégoriquement de répondre aux questions relatives à Gladio. Quand les journalistes, qui avaient à l'esprit le grand nombre de victimes des nombreux attentats perpétrés en Italie, se permirent d'insister, l'ex-patron de la CIA arracha furieusement son micro et hurla : « J'ai dit : pas de questions sur Gladio ! », mettant ainsi un terme à l'entretien. L'auteur y raconte également comment les chercheurs du département des Archives de la Sécurité Nationale de l'université George Washington, à Washington DC, qui déposèrent le 15 avril 1991 une requête en FOIA (c'est à dire en invoquant la loi sur la liberté d'information) furent eux aussi déboutés (voir le lien [Freedom of Information \(FOIA\) request with the CIA on 15 April 1991](#)). L'auteur relate en outre comment une requête similaire, qu'il présenta le 14 décembre 2000, fut rejetée dans un premier temps, l'incitant à faire appel de cette décision, sur quoi la CIA s'engagea à lui fournir une réponse, ce qu'elle n'avait toujours pas fait au moment de la parution de l'ouvrage en français (voir le lien [FOIA request which the author handed in on 14 December 2000](#)). Il y est également décrit comment, avec sa légendaire obsession du secret, le MI6, le service de renseignement extérieur britannique, se refusa à tout commentaire avant de confirmer par une voie assez inhabituelle son implication dans l'affaire : dans le cadre de l'exposition consacrée aux guerres secrètes présentée à l'Imperial War Museum de Londres en 1995.

Chapitre 4 : La guerre secrète au Royaume-Uni

Dans ce chapitre, l'auteur remonte à la seconde guerre mondiale durant laquelle le Premier ministre Winston Churchill avait ordonné la création d'une armée secrète baptisée « Special Operations Executive » et chargée de « mettre le feu à l'Europe ». Ses agents opéraient derrière les lignes ennemies et, au lendemain de la guerre, les Britanniques étaient passés maîtres dans l'art des opérations secrètes. Ce chapitre relate le recrutement et l'entraînement au cours de la guerre froide des armées secrètes *stay-behind* d'Europe de l'Ouest par le MI6, le service de renseignement extérieur du Royaume-Uni, le « Special Air Service » ou SAS, les forces spéciales britanniques, et la CIA. Decimo Garau fut l'une de ces recrues formées par le SAS britannique avant de devenir instructeur au Centro Addestramento Guastatori (CAG), une base du Gladio italien située à Capo Maraggiu, en Sardaigne. « Je fus invité à passer une semaine à Poole, en Angleterre, pour m'entraîner avec les Forces Spéciales », confirma l'instructeur Garau après les révélations sur l'existence de

Gladio, en 1990. « J'ai effectué des sauts en parachute au dessus de la Manche ». Reinhold Geijer, un ancien militaire de carrière suédois et membre de l'armée *stay-behind* de son pays se souvient que l'entraînement était particulièrement difficile : « En 1959, après une escale à Londres, je me rendis dans une ferme dans la campagne près d'Eaton. Mon voyage s'effectuait dans la plus absolue confidentialité, j'utilisais par exemple un faux passeport. Je n'étais même pas autorisé à téléphoner à ma femme. Le but de cet entraînement était d'apprendre à utiliser des boîtes à lettres mortes pour recevoir et envoyer des messages secrets, et d'autres techniques à la James Bond. Les Britanniques étaient très durs. J'avais parfois l'impression qu'on en faisait trop. » L'auteur conclut ce chapitre en soulignant les réticences du Royaume-Uni à commenter ces opérations de guerre secrète. En 1990, en pleins préparatifs de la guerre du Golfe, le ministre de la Défense Tom King refusa de répondre aux questions relatives au *stay-behind* et se contenta de déclarer : « Je ne sais trop après quelle chimère vous courez. Ça a l'air terriblement passionnant, mais j'ai peur d'être totalement ignorant en la matière. J'en sais beaucoup plus sur le Golfe. », suscitant à l'été 1992 cette critique du journaliste Hugh O'Shaughnessy : « Le silence de Whitehall et l'absence quasi-totale de curiosité dont ont fait preuve les parlementaires sur une affaire dans laquelle la Grande-Bretagne est si profondément impliquée sont extraordinaires ».

Chapitre 5 : La guerre secrète aux États-Unis

Dans ce chapitre, l'auteur retrace les opérations secrètes menées par les USA en Europe de l'Ouest entre 1945 et la fin de la guerre froide en 1991. Il décrit comment la CIA (Central Intelligence Agency) et le NSC (National Security Council) furent créés et chargés, dans le cadre de la directive NSC 10/2 de mener des opérations clandestines. Il raconte la création des armées *stay-behind* en Europe de l'Ouest par la CIA avec l'appui du Pentagone et le déroulement de la guerre secrète. Il rend compte des tactiques et des stratégies mises en oeuvre, et notamment la « stratégie de la tension » décrite dans le manuel d'instruction FM 30-31B : « Il peut arriver que le gouvernement du pays hôte fasse preuve de passivité ou d'indécision face à la subversion communiste et que les services secrets américains estiment qu'il ne se montre pas assez efficace. De tels cas de figure surviennent généralement quand les éléments révolutionnaires renoncent temporairement à l'usage de la force et espèrent ainsi en tirer profit, les dirigeants acquièrent alors la fausse impression que la situation est sous contrôle. Le renseignement militaire américain doit être en mesure de lancer des opérations spéciales destinées à convaincre le gouvernement et la population du pays hôte de la réalité des risques d'insurrection ... Ces opérations spéciales doivent demeurer strictement confidentielles ... Seuls les individus agissant contre les soulèvements révolutionnaires doivent être informés de l'implication de l'armée des États-Unis dans les affaires internes d'un pays allié. L'implication plus profonde des forces armées américaines ne doit être révélée sous aucun prétexte. » L'auteur conclut en observant que les USA ont toujours refusé de commenter cet aspect délicat des relations transatlantiques, suscitant de vives critiques en Europe.

Chapitre 6 : La guerre secrète en Italie

Ce chapitre rend compte du caractère complexe et violent de la guerre froide en Italie. Il décrit comment les États-Unis parvinrent au moyen d'une stratégie particulièrement risquée à affaiblir les communistes et les socialistes italiens, c'est-à-dire en plaçant la démocratie chrétienne (DCI) au pouvoir par des élections truquées en 1948 et en lui apportant un soutien constant jusqu'à la fin de la guerre froide. L'auteur y décrit le rôle joué par l'armée *stay-behind* Gladio dans cette stratégie, et l'alliance conclue entre les services secrets militaires et la mouvance terroriste d'extrême droite afin de conditionner l'opinion publique en recourant à la stratégie dite « de la tension ». Ce chapitre dresse le portrait d'une Italie victime à la fois du terrorisme d'extrême gauche et d'extrême droite. Celui-ci prit une nouvelle ampleur en 1969 avec l'attentat de la Piazza Fontana de Milan qui fit 16 morts et 80 blessés, pour la plupart des paysans venus déposer la modeste recette d'une journée de marché à la banque agricole locale. La responsabilité de l'attentat fut imputée à tort aux communistes et à l'extrême gauche, tous les indices furent détruits et des vagues d'arrestations s'en suivirent. En 1974, une autre bombe explosa à Brescia au cours d'une manifestation anti-fasciste, faisant 8 victimes et 102 blessés. La même année, un attentat dans le train

« Italicus Express » reliant Rome à Munich tua 12 personnes et en blessa 48. Mais le point culminant de la terreur fut atteint par un après-midi ensoleillé du 2 août 1980, jour de la fête nationale italienne, quand une violente explosion dévasta le hall d'attente de la gare de Bologne, 85 passagers trouvèrent la mort, 200 autres furent grièvement blessés. « Il fallait attaquer des civils, des gens du peuple, des femmes, des enfants, des innocents, des anonymes sans lien avec un quelconque jeu politique », expliqua plus tard le terroriste d'extrême droite Vincenzo Vinciguerra. « La raison en était assez simple. [Ces attentats] étaient censés forcer ces gens, le peuple italien, à s'en remettre à l'État pour demander plus de sécurité. C'est à cette logique politique qu'obéissaient tous ces meurtres et tous ces attentats qui restent impunis car l'État ne peut s'inculper lui-même ou avouer sa responsabilité dans ce qui s'est passé. »

Chapitre 7 : La guerre secrète en France

L'auteur relate ici la mise en place en France d'armées secrètes *stay-behind* liées à l'OTAN au lendemain de la seconde guerre mondiale. Il démontre comment des forces clandestines, destinées à combattre le puissant parti communiste français et à se préparer en vue de contrer une éventuelle invasion soviétique, s'en sont finalement prises au gouvernement français pour influencer sur le processus d'accession à l'indépendance de l'Algérie. Suite aux défaites essuyées contre l'Allemagne nazie et en Indochine, certains éléments de l'armée et du renseignement français s'opposèrent au plan du général de Gaulle visant à garantir l'indépendance de l'Algérie, ce qu'ils considéraient comme une atteinte supplémentaire à la fierté de l'armée française. Quand de Gaulle mit son plan à exécution, ces hommes décidèrent de prendre les armes contre le gouvernement de Paris. L'amiral Pierre Lacoste, directeur du service de renseignement militaire (la DGSE) de 1982 à 1985, sous la présidence de François Mitterrand, confirma, suite aux révélations sur l'existence des armées secrètes de l'OTAN en 1990, que certains « actes de terrorisme » perpétrés contre de Gaulle et son processus de paix algérien avaient été menés par des groupes « d'un petit nombre d'hommes » du réseau *stay-behind* français. Cependant, l'Amiral souligna qu'à ses yeux, les plans de réserve d'invasion conçus par les Soviétiques justifiaient pleinement le programme *stay-behind*. L'auteur rappelle finalement qu'aujourd'hui encore, la France est plus que réticente à l'idée d'enquêter sur l'histoire de ses armées secrètes et sur leurs liens avec la CIA et l'OTAN.

Chapitre 8 : La guerre en Espagne

Ce chapitre décrit le développement de l'armée secrète *stay-behind* espagnole sous la dictature de Francisco Franco. L'auteur y explique le rôle de sanctuaire que joua l'Espagne pour les terroristes d'extrême droite ayant collaboré avec le réseau Gladio, lesquels y étaient régulièrement envoyés après avoir perpétré un attentat, comme l'ont établi des enquêteurs italiens. Une fois en Espagne, ils étaient garantis d'être protégés contre toute poursuite et, en contrepartie, rendaient certains services à Franco. Parmi les terroristes les plus notoires à avoir opéré en Espagne figure Stefano delle Chiaie, soupçonné de plus d'un millier d'actes de violence dont une cinquantaine de meurtres environ. Les membres de l'armée secrète de delle Chiaie, dont le néo-fasciste italien Aldo Tisei, avouèrent plus tard à des magistrats italiens qu'ils avaient été chargés durant leur exil espagnol de traquer et d'éliminer des éléments anti-fascistes pour le compte des services secrets de Madrid. L'auteur décrit également dans ce chapitre la délicate phase de transition qui suivit la mort de Franco en 1975 et au cours de laquelle d'autres attentats terroristes furent commis visant à empêcher la gauche espagnole d'accroître son influence. L'auteur rend compte de celui perpétré à Atocha en 1977 contre le cabinet d'un avocat proche du parti communiste dans lequel cinq juristes trouvèrent la mort. L'enquête du Sénat italien rapporte que lors de son arrestation en 1987 au Vénézuéla, delle Chiaie souligna qu'il n'avait pas agi seul mais toujours en étroite collaboration avec les services secrets espagnols, italiens, chiliens et d'autres pays : « Il y a eu des attentats. C'est un fait. Les services secrets ont maquillé les indices. Voilà un autre fait. »

Chapitre 9 : La guerre secrète au Portugal

Dans ce chapitre, l'auteur décrit une situation très similaire à celle observée en Espagne, le Portugal ayant lui aussi vécu la majeure partie de la guerre froide sous une dictature d'extrême droite. Le PIDE, le service de renseignement militaire du dictateur António de Oliveira Salazar, collabora étroitement avec l'armée secrète locale qui apporta son soutien au régime en perpétrant des assassinats non seulement sur le territoire national mais également dans les colonies portugaises d'Afrique. Agissant sous le nom de code « Aginter Press », l'armée secrète fut vraisemblablement impliquée dans l'assassinat de Humberto Delgado, le chef de l'opposition portugaise tué le 14 février 1965, dans celui d'Amílcar Cabral, leader du mouvement de libération nationale de la Guinée-Bissau et figure emblématique de la révolution africaine assassiné le 20 janvier 1973, ainsi que dans celui du président du mouvement de libération du Mozambique, le FRELIMO (Frente de Liberação de Mocambique) Eduardo Mondlane, liquidé au Mozambique le 3 février 1969. Ce chapitre décrit le rôle fondamental joué par Yves Guérin Serac, un militant catholique et anti-communiste français, dans la guerre secrète qui se livra au Portugal. YGS était convaincu de la nécessité de recourir au terrorisme, à l'assassinat et à la manipulation pour combattre le communisme : « Dans la première phase de notre activité politique, nous devons instaurer le chaos dans toutes les structures du régime. Deux formes de terrorisme permettent d'obtenir un tel résultat : le terrorisme aveugle (par des attentats visant un grand nombre de civils) et le terrorisme sélectif (par l'élimination de personnalités ciblées). Ces attaques contre l'État doivent autant que possible passer pour des "activités communistes" ... Ensuite, nous devons intervenir au coeur de l'appareil militaire, du pouvoir judiciaire et de l'Église, afin d'influencer l'opinion publique, de proposer une solution et de démontrer clairement la faiblesse de l'arsenal juridique actuel ... L'opinion publique doit être polarisée de telle manière que nous apparaissions comme le seul instrument capable de sauver la nation. Il semble évident que nous aurons besoin de moyens financiers considérables pour mener à bien de telles opérations. »

Chapitre 10 : La guerre secrète en Belgique

L'auteur indique dans ce chapitre que, suite aux révélations de 1990, la Belgique fut l'un des rares pays, avec la Suisse et l'Italie, à avoir nommé une commission d'enquête parlementaire chargée de faire la lumière sur l'histoire de l'armée secrète nationale et de publier un rapport sur le sujet. Le ministre de la Défense, le socialiste Guy Coëme, qui ignorait tout de l'existence des armées secrètes, avait spécifié devant les caméras de télévision qu'il souhaitait tout connaître de l'histoire du Gladio belge, y compris ses éventuelles implications dans des actes de terrorisme : « Je souhaite savoir s'il existe un lien entre les activités de ce réseau secret et la vague de crimes et de terrorisme qu'a subie notre pays aux cours des années passées. » Coëme faisait référence aux tristement célèbres tueries du Brabant, une série de 14 attentats terroristes aussi étranges que sanglants qui firent 28 morts et de nombreux blessés dans la région de Bruxelles entre 1983 et 1985. L'auteur relate comment les sénateurs belges découvrirent que l'armée secrète avait été baptisée du nom de code SDRA8 et qu'elle était en lien étroit avec les centres de commandement *stay-behind* de l'OTAN, l'ACC (Allied Clandestine Committee) et le CPC (Clandestine Planning Committee). Il décrit aussi comment, en raison du refus de coopérer des services secrets militaires belges, les parlementaires ne furent pas en mesure de déterminer si l'armée secrète avait une responsabilité quelconque dans les tueries du Brabant. S'intéressant au contexte historique de la guerre secrète, l'auteur cite ici le journaliste Allan Francovich qui, dans son documentaire télévisé consacré aux armées secrètes de l'OTAN, avait suggéré que le SDRA8 aurait entretenu des liens avec l'organisation d'extrême droite Westland New Post (WNP). « Il y avait des projets », confirma Michel Libert, un membre du WNP. On lui aurait dit : « Vous, M. Libert, ne savez rien des raisons qui nous poussent à faire cela. Rien du tout. Tout ce que nous demandons c'est que votre groupe, avec le soutien de la Gendarmerie et de la Sûreté, effectue un travail. La cible : les supermarchés. Où sont-ils situés ? De quel genre de systèmes de sécurité sont-ils équipés ? Quel type de protection est susceptible d'interférer dans nos opérations ? Est-ce le gérant qui ferme à clef les accès ? Ou bien font-ils appel à une entreprise de gardiennage ? Nous avons exécuté les ordres et envoyé nos rapports : Horaires d'ouverture et de fermeture. Toutes les informations que vous pouvez demander sur un supermarché. Dans quel but ? Ce n'était qu'une mission parmi des centaines d'autres. Quelque chose qui devait être fait. Mais l'utilisation qui en serait faite, c'est là la grande question. »

Chapitre 9 : La guerre secrète aux Pays-Bas

Dans ce chapitre, l'auteur relate la création aux Pays-Bas d'une armée secrète *stay-behind* née du traumatisme de l'occupation allemande durant la seconde guerre mondiale. Le réseau, qui ne fut jamais impliqué dans aucun acte de terrorisme, était composé de deux branches : « Intelligence » ou « I » (Renseignement) et « Operations » ou « O », et était communément appelée « I&O ». L'auteur explique ici comment les Pays-Bas réagirent à la révélation de ce secret militaire et pourquoi il n'y eut ni enquête officielle ni rapport parlementaire. « Les Premiers ministres et ministres de la Défense successifs ont toujours préféré ne pas mettre les autres ministres ou le Parlement dans la confiance », déclara le Premier ministre chrétien-démocrate Ruud Lubbers devant le Parlement en 1990, ajoutant même qu'il éprouvait une certaine fierté de ce que 30 ministres aient été capables de garder un tel secret. Ce chapitre rend compte de la surprise de certains parlementaires et de leur indignation devant ce non-respect manifeste de l'équilibre des pouvoirs. « Ce qui m'inquiète ce n'est pas tant qu'une telle chose ait existé ou existe encore aujourd'hui », commenta Hans Dijkstal de l'opposition libérale. « Le vrai problème, c'est que le Parlement n'en ait rien su avant hier soir. »

Chapitre 12 : La guerre secrète au Luxembourg

L'auteur fait ici le récit de la manière dont le Luxembourg se prépara pour la guerre secrète en Europe. Des enquêtes menées sur les réseaux *stay-behind* néerlandais et belge suggèrent qu'en mars 1948 fut créé le « Western Union Clandestine Committee » ou WUCC en abrégé (en français le Comité Clandestin de l'Union Occidentale ou CCUO). Il devait se charger de coordonner les préparatifs en temps de paix au Luxembourg, au Royaume-Uni, en Belgique, aux Pays-Bas et en France, en vue de contrer une éventuelle invasion soviétique. Après la création de l'OTAN en 1949, le centre de coordination *stay-behind* transféra ses fonctions au CPC, le Clandestine Planning Committee, lui-même placé sous le contrôle du SHAPE (Supreme Headquarters Allied Powers Europe), le quartier général des puissances de l'OTAN, situé à Mons, en Belgique. L'auteur conclut que les maigres données disponibles jusqu'à présent suggèrent que le Luxembourg fut bien intégré dès l'origine au réseau d'armées secrètes de l'OTAN mais qu'il ne fut jamais impliqué dans aucune action terroriste. Ou, comme le formula le Premier ministre Jacques Santer devant le Parlement : « Les activités de ces personnes – et il en fut ainsi dès l'origine – se limitaient à s'entraîner en vue de leurs missions, et notamment s'entraîner à évoluer dans un environnement hostile et à coordonner leurs efforts avec ceux des pays alliés ».

Chapitre 13 : La guerre secrète au Danemark

L'auteur retrace ici l'histoire secrète de l'armée *stay-behind* danoise qui conserve certaines zones d'ombre, conséquences de la décision du Parlement danois, le Folketing, de traiter cette affaire à huis clos. Ce chapitre retranscrit les témoignages d'anciens membres du réseau danois qui expliquent tous que jamais celui-ci ne participa à des actes de terrorisme. Le nom de code de l'armée secrète anti-communiste était « Absalon », en référence à l'évêque danois du Moyen-Âge qui vainquit les Russes à l'aide de son épée et dont l'imposante statue équestre en bronze est toujours visible à Copenhague. L'auteur relate la réaction du ministre de la Défense Knut Enggaard suite aux révélations de 1990. Celui-ci nia dans un premier temps qu'aucune organisation d'« aucune sorte » créée par la CIA et financée par l'OTAN ait jamais existé au Danemark, ajoutant que : « Toute autre information relative à une opération des services secrets conçue dans l'hypothèse d'une occupation ennemie est classée confidentielle et même hautement confidentielle, il m'est donc impossible d'en communiquer davantage au Parlement danois ».

Chapitre 14 : La guerre secrète en Norvège

Ce chapitre révèle à quel point la préparation d'une armée *stay-behind* par les autorités norvégienne fut conditionnée par l'expérience de l'occupation allemande durant la seconde guerre mondiale. Jamais plus, conclurent les responsables de l'armée, le pays ne devrait se retrouver victime d'une occupation ennemie sans y être préparée. L'auteur décrit comment, sous la direction Vilhelm Evang, le service de renseignement norvégien NIS fut chargé de bâtir et de commander l'armée secrète *stay-behind* au lendemain de la seconde guerre mondiale. Celle-ci ne fut à aucun moment impliquée dans des opérations de terrorisme sur le territoire national. L'auteur raconte comment Evang entraîna l'armée secrète dans une crise en 1957 lorsque le NIS apprit que l'OTAN avait espionné des citoyens norvégiens et établi une liste noire d'éléments jugés pacifistes et hostiles à l'Alliance atlantique. Furieux, le directeur Evang fit part de son mécontentement lors d'une réunion du CPC, l'un des organes de commandement *stay-behind*, qui se tint à Paris cette année-là : « Quand de hauts personnages de la société norvégienne apparaissent sur de telles listes, c'est le signe évident qu'il y a un problème quelque part. Mon gouvernement prend lui aussi toute cette affaire très au sérieux et j'ai reçu l'ordre de ne prendre part à aucun programme international si de tels agissements devaient se poursuivre... En ce qui concerne la Norvège, notre intérêt pour le programme du CPC en tant que tel décroît constamment depuis 1954 car nous ne nous y voyons aucun avenir. Notre conception est de développer un réseau *stay-behind* destiné à être utilisé sur notre territoire en vue de le libérer d'une occupation ». Ce n'est qu'en échange de la promesse que l'OTAN ne violerait plus jamais la souveraineté norvégienne que le NIS consentit à poursuivre la coopération *stay-behind*.

Chapitre 15 : La guerre secrète en Allemagne

Dans ce chapitre, l'auteur fait état de l'intégration d'un certain nombre de nazis au sein des armées secrètes allemandes au lendemain de la seconde guerre mondiale. Il raconte l'exposition publique dès 1952 d'une branche du *stay-behind* allemand baptisée « Bund Deutscher Jugend – Technischer Dienst » (BDJ-TD) et comment tous les partisans d'extrême droite de cette organisation furent étrangement relaxés peu après leur arrestation. Ce chapitre dresse le portrait d'une Allemagne exposée non seulement au terrorisme d'extrême gauche de la RAF (Rote Armee Fraktion) mais également au terrorisme d'extrême droite qui frappa notamment le 26 octobre 1980, lors de la fête de la Bière à Munich, tuant 13 personnes et en blessant 213 autres, dont beaucoup grièvement. L'enquête de police établit qu'un certain Gundolf Köhler, un partisan d'extrême droite membre du Wehrsportgruppe Hoffmann, aurait posé la bombe et serait mort dans l'explosion. Les membres du Wehrsportgruppe Hoffmann témoignèrent qu'un garde forestier du nom de Heinz Lembke leur avait fourni les explosifs. Cette version fut confirmée le 26 octobre 1981 quand des bûcherons tombèrent par hasard sur un arsenal souterrain de pas moins de 33 caches d'armées renfermant des armes automatiques, du matériel de guerre chimique [Arsen et Zyankali] et environ 14 000 cartouches ainsi que 50 armes anti-char, 156 kg d'explosifs, 230 détonateurs et 258 grenades à main. Les caches d'armes de Lembke faisaient vraisemblablement partie du dispositif *stay-behind* allemand destiné à faire face dans l'urgence à une invasion soviétique, Lembke devait d'ailleurs lui-même être un combattant *stay-behind*. Suite à son arrestation, l'homme annonça son intention de révéler toute la vérité mais, le 1er novembre 1981, on le retrouva pendu dans sa cellule. L'auteur conclut en soulignant les difficultés du service de renseignement allemand BND à informer le Parlement fédéral et la population suite aux nouvelles révélations de 1990.

Chapitre 16 : La guerre secrète en Grèce

L'auteur retrace ici l'implication de l'armée secrète grecque LOK (Lochos Oreinion Katadromon) dans les actes de violence qu'eut à déplorer la Grèce au cours de la guerre froide. « Aux yeux des hauts responsables de la CIA, les groupes placés sous le commandement de la branche paramilitaire sont comme une "assurance" à long terme sur les intérêts américains en Grèce », déclara l'ex-agent de la CIA Philipp Agee, « ils peuvent être utilisés pour appuyer ou pour diriger le possible renversement d'un gouvernement "antipathique". "Antipathique" du point de vue de la stratégie de manipulation américaine, bien entendu. »

L'auteur décrit les tensions qui redoublèrent au sein de la classe politique grecque suite à la victoire en 1963 avec 42 % des voix du parti de centre gauche de George Papandreou qui fut alors élu Premier ministre. Il relate comment celui-ci devint la cible des opérations secrètes de Jack Maury, le chef de station de la CIA en Grèce, et comment Maury, avec l'aide des royalistes grecs et d'officiers proches de la droite, parvint à révoquer Papandreou par prérogative royale. Un mois avant que celui-ci n'accède à nouveau au pouvoir suite aux élections de mai 1967, les militaires prirent les rênes du pays par un coup d'État qui choqua la Grèce et le monde entier. L'auteur décrit l'implication de la LOK dans ce putsch, l'arrestation, à l'âge de 78 ans, de George Papandreou à son domicile des environs d'Athènes et son incarcération ainsi que celle de milliers de citoyens dont certains furent soumis à la torture. Enfin, l'auteur raconte comment, bien des années plus tard, Andreas, le fils de George Papandreou, devenu Premier ministre à son tour, apprit l'existence de l'armée secrète agissant pour le compte de l'OTAN et ordonna son démantèlement, en mémoire de son père.

Chapitre 7 : La guerre secrète en Turquie

L'auteur rend compte ici de la manière dont l'armée *stay-behind* turque, agissant sous le nom de contre-guérilla, se chargea non seulement des préparatifs en vue de contrer une invasion soviétique mais également de réprimer l'opposition politique, se livrant pour ce faire à de nombreux actes de violence. Selon le général turc Talat Turhan, la contre-guérilla se rendit coupable d'actes de torture suite au coup d'État militaire de 1971. Turhan, qui en fut lui-même victime, témoigna plus tard : « Ils m'ont dit que j'étais à présent " entre les mains d'une unité de la contre-guérilla agissant sous le haut commandement de l'armée et en marge de la constitution et des lois "... Dans cette villa, je suis resté enchaîné à un lit pendant un mois à subir des tortures que l'on peut à peine imaginer. C'est dans ces circonstances que j'ai entendu pour la première fois parler de la contre-guérilla. » L'auteur retrace également l'implication au cours des années 1980 de l'armée secrète turque dans des opérations terroristes dirigées contre la minorité kurde et les difficultés de la démocratie turque à assumer les agissements de la contre-guérilla suite aux révélations sur l'existence des armées *stay-behind* en 1990. « Lorsqu'on a découvert en 1990 que l'Italie abritait une organisation secrète baptisée Gladio, dirigée par l'OTAN et financée par la CIA, et qui avait été impliquée dans plusieurs actes de terrorisme qui avaient frappé le pays », se souvint le général Turhan, « des journalistes turs et étrangers m'ont approché et ont publié mes travaux, ils savaient que j'enquêtais sur l'affaire depuis 17 ans ... En Turquie, les forces spéciales de type Gladio sont communément appelées contre-guérilla », expliqua-t-il aux journalistes avant de formuler le regret suivant : « Malgré tous mes efforts et les initiatives des partis politiques, des organisations démocratiques et des médias, la contre-guérilla n'a jamais fait l'objet d'aucune investigation ».

Conclusion

L'auteur conclut en déclarant que les données attestant de l'existence des armées secrètes *stay-behind* de l'OTAN sont formelles et qu'elles offrent pour la première fois un éclairage sur certains aspects parmi les plus sombres de la guerre secrète qui se livra en Europe de l'ouest. Dans sa conclusion, l'auteur souligne que les informations relatives aux armées *stay-behind* de l'OTAN et à leur implication dans des actes criminels et terroristes demeurent fragmentaires et qu'elles décrivent une situation très différente en fonction du pays. Dans certains cas, les liens avec des entreprises terroristes ou criminelles sont manifestes tandis qu'ailleurs, les combattants de l'ombre se sont cantonnés à leur objectif premier : les préparatifs en vue d'une offensive soviétique. Que savait exactement l'OTAN ? Et que savaient au juste le Pentagone, la CIA et le MI6 ? Parmi les attentats perpétrés, lesquels ont constitué des dérapages et lesquels étaient planifiés ? Dans le contexte actuel de la « guerre contre le terrorisme », l'histoire des armées secrètes *stay-behind* de l'OTAN ouvre tout un champ de perspectives inexplorées et soulève des interrogations fondamentales, en particulier en ce qui concerne la « stratégie de la tension », questions qui restent pour l'heure sans réponse.